

D^r FRÉDÉRIC FERRIÈRE

Vice-président du Comité International.

Mission à Athènes, Salonique et Sofia.

Au début du mois de septembre, le Comité International avait décidé l'envoi, à Athènes et à Corfou, d'une délégation chargée de s'entretenir avec les Croix-Rouges serbe et hellénique, de diverses questions relatives aux prisonniers de guerre. Cette mission, composée primitivement du professeur William Rappard, membre du Comité International, et du colonel Redard, était partie le 12 septembre, lorsque M. Rappard a été rappelé par le Département politique, qui l'a prié d'accepter une mission économique aux Etats-Unis. En conséquence, la mission du Comité International a été modifiée, et le 18 septembre, partaient pour Athènes et Salonique, via Rome, M. le Dr Ferrière, vice-président du Comité International, M. Georges Werner, secrétaire de l'Agence Internationale des Prisonniers de Guerre et le colonel Redard. La mission est revenue le 22 novembre à Genève. Elle publiera un rapport qui formera la 21^e série des Documents publiés par le Comité International. En attendant, M. le Dr Ferrière a bien voulu donner oralement, au moment de son départ pour une autre mission, à la Revue, un aperçu sommaire des remarques qu'il a faites au cours de son voyage.

Chargé, par le Comité International de la Croix-Rouge, d'une mission à Athènes, Corfou et Salonique, je suis parti le 18 septembre, en compagnie de M. Georges Werner et du colonel Redard pour Rome, où nous nous sommes arrêtés quelques jours. Nous avons trouvé auprès des représentants diplomatiques français, serbes et grecs la plus grande obligeance à faciliter notre mission ; nous devons des remerciements tout particuliers au Gouvernement italien qui, en la personne de M. le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, M. le marquis Borsarelli, et son secrétaire général, le comte Brambilla, a bien voulu mettre à notre disposition un croiseur-explorateur pour gagner le Pirée, et nous a, à notre retour, fait chercher à Corfou, pour nous ramener en Italie. Pendant notre séjour à

Mission à Athènes, Salonique et Sofia.

Rome, nous nous sommes entretenus avec MM. le sénateur Frascara, président de la Croix-Rouge Italienne, et le major Baduel. Nous avons visité, avec le plus grand intérêt, les trois hôpitaux militaires de Rome, qui sont sous la direction immédiate de la Croix-Rouge, l'hôpital du Quirinal, dans le palais du Roi, l'hôpital du Leoniano, installé dans le séminaire construit par Léon XIII, et l'hôpital du Palais de la Reine-Mère. Notre attention s'est surtout portée sur un service de triage des malades tuberculeux, un très important service de prothèse spéciale, et une école de rééducation professionnelle extrêmement ingénieuse.

Différents faits m'ont montré combien la Croix-Rouge Italienne a bien compris l'esprit de l'institution de la Croix-Rouge : Le premier est son activité sur les champs de bataille. Les compétences militaires et juridiques ont voulu proclamer comme un dogme que la Croix-Rouge n'interviendrait pas en première ligne. Le grand quartier général italien n'a pas été de cet avis et la Croix-Rouge Italienne a travaillé aux côtés des services sanitaires militaires. Cette expérience, qui a admirablement réussi, est concluante. La Croix-Rouge ne doit pas s'imposer, mais il faut qu'elle puisse agir partout où l'autorité militaire le demande. La preuve peut être considérée comme faite. Ajoutons que du jour au lendemain, sitôt l'armistice signé, la Croix-Rouge Italienne a remis entièrement à l'armée ses services auprès des blessés et s'est consacrée sans délai au ravitaillement des territoires récemment délivrés par ses armées. Avec une grande souplesse, elle a changé complètement d'activité.

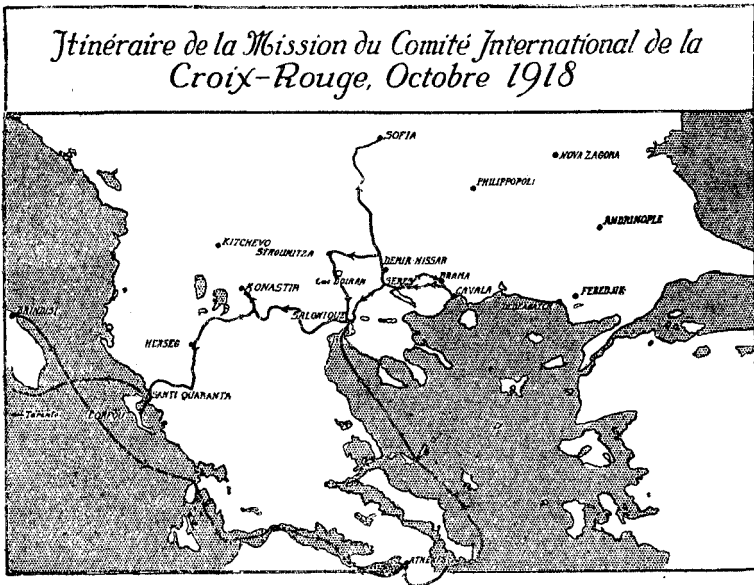
D'autre part elle a organisé la lutte contre la tuberculose, avec une ampleur tout à fait remarquable. Elle a su réunir, dans ce but, plus de 7 millions de lires et s'est assuré un revenu annuel de l. 1,200,000, par diverses méthodes, notamment par un pourcentage prélevé sur la vente de produits diététiques.

Ce n'est du reste pas uniquement en faveur des victimes de la guerre que la lutte contre la tuberculose est organisée, c'est au

Mission à Athènes, Salonique et Sofia.

bénéfice de tous qu'elle se poursuivra en temps de paix. Plusieurs sanatoriums ont déjà été créés, notamment en Toscane.

Enfin, dans la même conception du rôle de la Croix-Rouge, en temps de paix, la Croix-Rouge Italienne pratique, depuis une trentaine d'années, la lutte contre le paludisme dans la campagne de Rome, dans les marais Pontins, la Maremme, et la Sicile. La morbidité pour cette affection a beaucoup augmenté en Italie cette année, le personnel en fonctions ayant dû être mobilisé et remplacé par un personnel de rencontre insuffisamment préparé.



Nous avons quitté Brindisi à bord du croiseur-explorateur à grande vitesse *Caro Mirabello*. Partis à 11 heures du soir, nous étions déjà, avant midi, devant l'isthme de Corinthe. Nous avons franchi le canal et débarqué au Pirée.

Dès notre arrivée, des membres du Comité central de la Croix-Rouge Hellénique sont venus nous rendre visite et m'ont demandé de participer à une de ses séances. Au cours de

Mission à Athènes, Salonique et Sofia.

celle-ci, M. Athanasaki, sous-secrétaire d'Etat à la guerre, chargé du service de santé, qui venait d'être remplacé à la présidence de la Croix-Rouge par M. Makkas, antérieurement déjà à la tête du Comité d'Athènes, nous a adressé un discours de bienvenue et a donné un aperçu de l'activité de la Croix-Rouge Hellénique.

Sous le régime précédent, cette activité s'était trouvée entravée par des personnalités haut placées, qui faisaient repousser, sous divers prétextes, les propositions réitérées, émises par certains membres, d'installer des hôpitaux à Salonique, pour venir en aide aux blessés des armées belligérantes. Sous le nouveau régime, la Croix-Rouge a pu fonder non seulement un hôpital de 450 lits à Salonique, mais encore trois hôpitaux à Athènes, un à Volo et une ambulance sur la route de Sérès.

Nous avons visité les hôpitaux d'Athènes, le Maraslion et l'Evangelismos, hôpitaux aux pieds de l'Acropole, l'Arepaieion, enfin l'hôpital du Palais, organisé depuis peu de temps. A la tête de la mission sanitaire française, se trouve un général français, le Dr Arnaud, le même qui avait déjà organisé le service sanitaire de l'armée grecque pendant la guerre de 1912-1913.

On peut louer la Croix-Rouge Hellénique de toutes les difficultés qu'elle a surmontées pour arriver à une activité très efficace, sans avoir eu les loisirs d'une préparation suffisante et favorable.

Aux portes d'Athènes, sur la route d'Eleusis, nous avons visité un petit camp de prisonniers bulgares, occupés à des travaux agricoles. Bien nourris, bien logés, ils étaient dans d'excellentes conditions, et ne se plaignaient de rien.

Mais la visite des camps de prisonniers incombait principalement à notre compagnon de voyage, le colonel Redard, qui en traitera dans notre rapport d'ensemble.

En ce qui concerne les enquêtes en Grèce et à Salonique, pour le compte de notre Agence internationale des Prisonniers, la Croix-Rouge Hellénique se trouvait en partie paralysée par suite des influences auxquelles j'ai déjà fait allusion. Notre

Mission à Athènes, Salonique et Sofia.

délégué, M. Müller, nous a rendu de vrais services, pendant toute cette période.

La nomination d'un nouveau délégué, M. de Chabannes La Palice, agréé par le Grand Quartier général des armées alliées et compétent pour toutes les questions concernant la Grèce et l'armée de Salonique, rendait inutiles les services de M. Müller. Nous l'avons vivement remercié de ses constants efforts. Il s'est acquitté de sa tâche pendant une année environ, avec un grand dévouement et un parfait désintéressement.

J'ajouterai que la Croix-Rouge Hellénique s'est montrée particulièrement inquiète des troupes grecques de Cavala « hospitalisées » ou internées par l'Allemagne à Görlitz. Le 4^{me} corps d'armée grec se trouve dans ce camp et le bureau de renseignements d'Athènes ne reçoit guère plus de 3 à 5 lettres en tout, par mois. A Genève, notre Agence a toutefois reçu d'Allemagne et réexpédié à la Croix-Rouge Hellénique bien des centaines de messages. Il est probable que des considérations politiques entravaient cette correspondance.

Le 11 octobre, nous nous sommes embarqués sur le *Vinh-Long*, transport de guerre affecté précédemment au service de la Cochinchine, très bien aménagé en vaisseau-hôpital. Un officier espagnol se trouvait à bord¹, conformément aux accords, pour garantir à ce navire sa qualité de vaisseau-hôpital et le faire respecter des sous-marins. De même que tous les vaisseaux affectés à ce but, ce navire était entièrement peint en blanc avec une bande verte, remplacée la nuit par une série de lampes vertes. Sur les cheminées sont peintes des croix rouges. Un grand drapeau de la Croix-Rouge était tendu horizontalement sur l'arrière, pour que les aviateurs qui ne peuvent voir la bande verte, reconnaissent l'insigne protecteur. Nous avons eu le plaisir de rencontrer à bord, outre le médecin en chef, D^r Lucas, le D^r Vaudremer, spécialiste des maladies infectieuses et professeur à l'Institut Pasteur.

A notre arrivée à Salonique, nous avons pris contact avec

¹ Voy. *Bulletin international*, T. XLVIII, 1917, p. 389.

Mission à Athènes, Salonique et Sofia.

M. de Chabannes La Palice, notre représentant auprès des armées alliées d'Orient.

Il nous a soumis un certain nombre de questions sur lesquelles nous sommes rapidement tombés d'accord. La représentation du Comité International en Orient ne saurait être en meilleures mains. Grâce à son entremise, nous avons obtenu du Grand Quartier général l'autorisation de pénétrer dans tous les camps de prisonniers. Le colonel Redard en a visité un certain nombre. Il fallait, pour chaque camp, s'adresser à l'autorité dont il dépendait, française, anglaise, italienne, serbe, etc. Seuls les camps anglais n'ont pu être visités ; les règlements britanniques, en effet, veulent qu'on fasse une demande d'autorisation, renouvelée pour chaque camp, à Londres. C'était la veille de notre départ, il était donc trop tard. Les prisonniers des Empires centraux, aux mains des Alliés, paraissent être au nombre de 100,000, dont environ 90,000 Bulgares et 10,000 Allemands, sans compter un petit nombre d'Austro-Hongrois.

D'entente avec M. de Chabannes La Palice, les noms des prisonniers bulgares ne seront pas relevés, ni par conséquent communiqués à Genève, les relations directes, maintenant rétablies entre la Macédoine et la Bulgarie, rendant superflu ce travail. Seuls les noms des prisonniers allemands et austro-hongrois continueront à être communiqués.

Lors de notre passage à Athènes, M. Vénizélos, d'accord avec M. Politis, ministre des Affaires étrangères, dans une entrevue spéciale, m'avait demandé deux choses précises : visiter la Macédoine orientale pour constater les dévastations dont elle a été le théâtre, et intervenir auprès du Gouvernement bulgare en allant à Sofia pour hâter le rapatriement des déportés civils.

Notre mission acquerrait de ce fait une ampleur nouvelle et pouvait paraître dépasser nos strictes compétences. Toutefois, si l'activité de l'Agence des Prisonniers de Guerre est limitée par un cadre plus ou moins défini, la tradition humanitaire du Comité International ne saurait se parquer dans

Mission à Athènes, Salonique et Sofia.

une étroite conception et son action doit rester ouverte à tout ce qui peut contribuer au soulagement des victimes de la guerre.

C'est dans cet esprit que j'ai accepté la mission que me demandait M. Vénizélos, tout en lui faisant observer que, dans nos visites des territoires ravagés nous ne pourrions envisager des questions de responsabilité, bien qu'il nous fût permis, en vue de l'œuvre humanitaire que nous poursuivions, de transmettre au Gouvernement bulgare les plaintes qui nous seraient adressées de façon à le mettre en mesure de fournir les explications qu'il aurait à formuler.

A Salonique, M. de Chabannes nous conduisit chez le général Franchet d'Espérey, qui nous reçut très courtoisement et nous invita à déjeuner le lendemain. Lorsque je lui parlai de la démarche dont j'étais chargé à Sofia, le général me dit qu'il venait précisément d'y envoyer une commission militaire pour opérer ces rapatriements civils et militaires ; à cette commission devaient s'adjoindre des délégués serbes et grecs. Cette mission, qui nous avait devancés, semblait rendre la nôtre inutile. Néanmoins, le général me fit exprimer le désir de m'y voir aller, en raison de ma connaissance de la situation des prisonniers dans ce pays, vu ma visite de l'année dernière, et pour mieux satisfaire aux demandes instantes des gouvernements grec et serbe sur le sort de leurs déportés. Le général me demanda en outre de visiter les camps bulgares de déportés civils ; mais je lui exposai qu'il n'y avait pas, à proprement parler, de dépôts de déportés civils, sachant par expérience que la presque totalité de ces déportés étaient dispersés dans le pays, vivant chez les paysans.

Le 16 octobre, nous partîmes pour la Macédoine orientale, Sérès, Demir-Hissar, Drama, Cavalla. Au cours de ce voyage, qui nous prit 4 jours, nous avons rencontré M^{me} Adossidès, femme du gouverneur de la Macédoine, qui organisait, avec un admirable dévouement, la distribution des secours. Le chemin de fer étant détruit, nous avons dû passer dans la montagne, par des chemins fort peu praticables, jusqu'à Drama,

Mission à Athènes, Salonique et Sofia.

puis par une bonne route de Drama à Cavalla. A notre retour, nous avons suivi une route militaire bulgare, parfois angossante, mais meilleure.

Cavalla a été quelque peu bombardé, Sérès est en partie détruit, Drama n'a guère souffert. Tout près de Drama Doxato a été complètement détruit.

Il est clair que les localités qui se trouvaient sur la ligne de feu ont souffert des bombardements; la destruction, par contre, des villes et villages qui en étaient éloignés résultait d'autres causes; il ne nous a souvent pas été possible de distinguer les conséquences de bombardements militaires, des destructions bulgares. Une chose, d'autre part, est certaine, la diminution de la population du pays. De 30,000 Sérès était tombé à 6,000, Cavalla de 50,000 à 10,000.

Les déportations de Grecs, emmenés par les troupes bulgares pendant l'occupation, et une forte mortalité par épidémie semblent être les causes principales de cette dépopulation. A Cavalla, il serait mort, à un moment donné, plus de cinquante personnes par jour et le typhus exanthématique y aurait causé de grands ravages. Les privations et la famine semblent avoir joué aussi un rôle important dans cette triste situation; toutefois, la fuite de beaucoup de Grecs lors de l'occupation bulgare permet d'espérer qu'avec le retour des déportés les pertes se trouveront moins graves qu'elles ne le paraissaient lors de notre visite.

Les Bulgares reconnaissent qu'ils ont procédé à un grand nombre de déportations et allèguent des raisons militaires. Mais j'anticipe sur la partie de notre voyage relative à Sofia. Qu'il me suffise d'expliquer seulement que mon enquête dans la Macédoine orientale a porté surtout sur les points qui nous permettaient de faire des observations précises aux autorités bulgares. Nous nous sommes tenus sur le terrain objectif, et avons porté ces réclamations à Sofia.

De Salonique, où nous étions revenus, nous avons gagné Sofia par Sérès, Demir-Hissar, la vallée de la Strouma, Dupnitsa, Radomir. A Sofia, nous nous sommes mis en rapport avec

Mission à Athènes, Salonique et Sofia.

la Commission militaire française. Le colonel Troussen était arrivé depuis peu de jours, et le général Chrétien la veille. La Croix-Rouge bulgare nous a très bien reçus, et a désigné, pour nous accompagner, le même officier que l'année passée. Au ministère des Affaires étrangères, nous avons été reçus par M. Théodoroff, qui nous a parlé longuement de la situation en Bulgarie.

Il a pris note de nos réclamations, et a promis que tous les abus ou mauvais traitements feraient l'objet d'enquêtes et comporteraient la punition des coupables. Le ministre de l'Intérieur n'a pu, à notre regret, nous donner des précisions sur les internés civils, aucune liste n'ayant été établie à ce sujet par le ministère précédent, tandis qu'au ministère de la Guerre existait un registre assez complet des camps de prisonniers comportant le relevé des mutations, des décès, etc.

Nous n'avons pas pu arriver à connaître le nombre exact des déportés. Le ministre de Hollande à Sofia estimait, au milieu de septembre 1918, qu'ils pouvaient être environ 60,000, mais il ne possédait aucun moyen de contrôler cette évaluation. Autant que nous avons pu nous en rendre compte, les déportés appartenaient à trois catégories différentes. Les premiers, au nombre de 20 à 30,000 ont été emmenés au début des hostilités, ils relèvent du ministre de la Guerre, et les listes, partiellement tout au moins, en ont été dressées avec soin. Une seconde catégorie de civils ont été déportés ultérieurement, soit pour des motifs militaires, soit pour d'autres causes. Aucune liste, comme nous l'avons indiqué plus haut, n'existe pour ces déportés, qui dépendent du ministère de l'Intérieur ; ils étaient logés chez l'habitant et les décès même n'ont pas été notés. Enfin une troisième catégorie relevant des autorités militaires, a été emmenée par elle lors de l'occupation de la Macédoine orientale ou de la Serbie ; ce sont des travailleurs civils qui ont été conduits sur le front de la Czerna et à la frontière albanaise. Leur principal centre de concentration était Kitchevo, au sujet duquel les autorités grecques nous ont formulé maintes réclamations. Les listes de ce camp, qui m'ont été montrées, ne com-

Mission à Athènes, Salonique et Sofia.

portaient qu'un total d'environ 2,500 prisonniers. Ce chiffre est évidemment trop faible, puisqu'il est encore inférieur à celui des décédés indiqué par les Grecs pour ce même camp. En réalité, ces 2,500 prisonniers de Kitchevo semblent appartenir à la première catégorie de déportés, prisonniers transférés des camps de Bulgarie dans les chantiers de travail de la frontière albanaise, et c'est ainsi que leurs noms auraient été conservés au ministère de la Guerre bulgare.

En ce qui concerne le mode de rapatriement de tous ces déportés, nous avons acquis la conviction que tous étaient, d'ores et déjà renseignés sur leur droit au rapatriement. Un certain nombre d'entre eux sont partis de leur propre initiative. Le Gouvernement bulgare leur fit remettre du pain et du fromage pour 2 jours ; mais ces 2 jours de vivres étaient insuffisants pour permettre à toute cette population de retourner dans sa patrie, et quelques-uns auraient succombé en route. Pour ce qui regarde la Bulgarie orientale, le Gouvernement bulgare concentra les déportés dans trois gares principales, à Andrinople, Nova-Zagora, et Férez. A Andrinople se trouvaient 80 wagons, à Férez 90 et à Nova-Zagora 40, soit un total de 210 wagons transportant de 8 à 10,000 prisonniers. Mais l'autorité militaire anglaise n'ayant pas permis l'utilisation de la ligne Andrinople-Drama, dont elle avait besoin pour le transport de ses troupes, les déportés n'avaient pu encore être transportés, et même avaient dû évacuer ces wagons dont le gouvernement bulgare avait besoin autre part. Nous avons immédiatement fait appel à la Commission interalliée à Sofia, pour qu'elle agisse auprès des autorités militaires anglaises et qu'elle intervienne en faveur de ces pauvres gens, restés par le froid, sans vivres, en plein air, autour de ces gares. Par suite de la démobilisation, une quantité de tentes militaires étaient libres et nous avons demandé qu'elles fussent envoyées immédiatement dans les trois localités précitées.

Le Gouvernement bulgare, d'autre part, s'engagea à nourrir les déportés jusqu'à leur retour définitif.

A Sofia, nous avons eu la visite des délégués suisses de l'Union

Mission à Athènes, Salonique et Sofia.

Chrétienne des Jeunes Gens, travaillant en Bulgarie. Ils connaissent bien les besoins des prisonniers, à la suite de leur long séjour dans les camps, et ils ont pu aider efficacement un délégué de la Croix-Rouge anglaise, qui a institué un service de soupe à la gare de Sofia. Les renseignements que nous ont donnés ces représentants témoignent que, ces derniers temps, la situation de ces prisonniers laissait beaucoup à désirer. En même temps que les déportés grecs, nous nous sommes occupés des internés civils serbes, à la demande du ministre de l'Intérieur de la Serbie, M. Jovanovitch. Là encore, nous n'avons pu réussir à préciser le nombre des prisonniers et internés civils serbes. L'an dernier, lorsque nous étions en Bulgarie, nous avons approximativement donné le chiffre de 30,000 prisonniers et de 25,000 internés. Les Bulgares, d'autre part, n'ont envoyé aux Serbes que 20,000 noms de prisonniers et 15,000 d'internés. Comme pour les Grecs, les noms des internés civils et des prisonniers serbes qui relevaient du ministère de la Guerre bulgare ont été reportés sur des listes bien établies, alors que les civils logés chez l'habitant, relevant du ministère de l'Intérieur, ne semblent avoir fait l'objet d'aucun dénombrement. Nous avons demandé qu'une enquête fut ouverte, tout au moins sur les cas de décès, auprès des préfets de toutes les localités où se trouvaient les internés. Efficacement secondée par des délégués du Gouvernement serbe, la Commission militaire française, envoyée à Sofia, procédait alors à ces rapatriements, à raison de un millier par jour, chiffre que le colonel Trousson comptait porter prochainement à 2,000. D'après les renseignements officiels que nous avons pu recueillir à Sofia, il restait encore, au moment de notre départ, soit à la fin d'octobre 1918, environ 35,000 Serbes à rapatrier.

Il résulte de notre enquête que beaucoup de déportés concentrés dans différents lieux, avant que leur départ ait pu s'effectuer, ont souffert de la faim et du froid, et qu'ils ont demandé même parfois à retourner chez les paysans chez qui ils étaient auparavant et où ils trouvaient abri et nourriture.

**Mission à Athènes,
Salonique et Sofia.**

Nous avons quitté Sofia le 30 octobre, et sommes revenus par la vallée de la Strouma, jusqu'à Petrich ; au lieu de continuer sur Demir-Hissar, nous avons dû, par suite du mauvais temps, prendre la route des étapes, remontant la vallée de la Stroumitza et le lac Doïran. Cette route était dans un état déplorable, par suite des intempéries. De Salonique, nous avons gagné Monastir par le chemin de fer. De Monastir, nous sommes repartis en automobile, par Florina, le haut col de Pisoderi ; Koritza, Hersegh, pour aboutir à Santi Quaranta, ayant fait au total, près de 2,000 kilomètres en automobile, en Macédoine, Bulgarie, Serbie et Albanie. A Santi-Quaranta, nous nous sommes embarqués pour Corfou, où nous avons été reçus par le préfet de Corfou, la Croix-Rouge Serbe et le ministre serbe Protitch et avons visité l'Achilléion, transformé en hôpital. De là, nous avons regagné Tarente, sur l'*Animoso*, obligeamment envoyé au-devant de nous par le Gouvernement italien, que nous ne saurions trop remercier en cette circonstance.